



De jour en jour le courrier non trié s'accroît, au Bureau de poste de Montréal où les postiers ont entrepris le boycottage du code postal.

## Les postiers devant l'automatisation: une sécurité garantie par la loi

par Germain TARDIF

- GREVE de 21 jours en 1968.
- Grèves tournantes, de mai à septembre 1970.
- Ralentissement du travail en 1972.
- Arrêts en avril 1974.
- Ralentissement et boycottage du code postal à la fin de 1974 et au début de 1975.

Et tout cela devant un problème d'apparence très simple: les Postes veulent se moderniser en s'automatisant et les employés veulent s'assurer que les changements technologiques projetés ne compromettent pas leur sécurité d'emploi, leurs conditions de travail et leurs salaires.

Deux positions bien claires et pleinement justifiées.

Mais alors, comment expliquer ce pourrissement de la situation depuis 1968?

Comment expliquer que trois ministres, MM. Eric Kierans, Jean-Pierre Côté et André Ouellet, se soient littéralement cassé la figure, l'un à la suite de l'autre, et qu'un quatrième, M. Bryce MacKasey, risque de subir le même sort?

### L'automatisation

L'automatisation des Postes signifie le tri automatique du courrier. Comment procéder? En trois étapes: élaboration d'un code postal que "lit" un appareil électronique; triage proprement dit par un autre appareil, du courrier qui a été "lu" électroniquement, grâce au code postal; pour rendre cette opération davantage efficace, adoption éventuelle de formats uniformes des pièces de courrier, uniformisation qui s'effectuera dans le cadre de l'implantation du système métrique (système international des mesures) au Canada.

Il restera toujours, malgré tout, une certaine proportion de courrier qui devra être trié manuellement: courrier à destination de l'étranger, colis, revues, journaux, courrier non codé, etc.

Mais, dans l'ensemble, le tri automatique aura pour double effet d'accélérer le service postal en plus de diminuer le besoin de main-d'œuvre. Et c'est là que réside le problème.

### Changements négociés

Les postiers tiennent à leur sécurité d'emploi. L'avènement de l'automatisation nécessitera forcément une reclassification des tâches et un recyclage des employés dont les besoins ne seront plus requis.

Ils n'acceptent pas de perdre leur emploi, d'être transférés n'importe où ou de subir des diminutions de salaire en raison de ces déplacements.

Ils veulent obtenir des droits et des garanties qu'ils n'ont pas présentement:

- négocier tout changement technologique qui les affecte;
- négocier toute reclassification dont ils peuvent être l'objet;
- obtenir des garanties, non pas simplement verbales, mais écrites et inscrites dans les lois les régissant et dans les conventions collectives.

### Impotence du ministère

Or, la législation actuelle sur le travail des employés du service public leur nie ces droits.

Le gouvernement fédéral qui, par son Code du Travail, a obligé les entreprises privées et publiques à négocier avec leurs employés tout changement technologique, refuse d'accorder ce même privilège à ses propres employés.

C'est pourquoi les postiers ne prennent pas au sérieux les déclarations "pleines de bonne volonté" des quatre ministres des Postes qui se sont succédé au cours des six dernières années.

"D'autant plus, précise le président du Syndicat des postiers de Montréal, M. Marcel Perreault, que le ministre des Postes n'a aucune autorité sur les relations de travail de son propre ministère.

"Notre véritable employeur, ajoute-t-il, c'est le Conseil du Trésor et c'est lui qui a l'autorité dans ce domaine."

Selon lui, le nouveau ministre des Postes, M. Bryce MacKasey, a été nommé à cette fonction en raison de réussites antérieures qui lui ont créé une image susceptible d'apaiser les postiers.

Selon M. Perreault, les belles déclarations de M. MacKasey, qui se dit en faveur des changements technologiques négociés ne changent rien à la situation.

Si, du coin de la bouche, M. Jean Chrétien, l'actuel président du Conseil dit "non", c'est "non".

Actuellement, un comité du Sénat et des Communes étudie les problèmes des relations de travail au sein de la fonction publique. Il doit éventuellement faire rapport et recommandations au gouvernement.

Or, la semaine dernière, au moment même où le ministre MacKasey admettait l'idée des négociations, le Conseil du Trésor soumettait au comité un mémoire tout à fait opposé, préconisant le "statu quo".

### Boycottage

Devant cette attitude de l'employeur, les membres du Syndicat des postiers de Montréal ont adopté la stratégie que l'on sait: ralentissement du travail doublé du boycottage du code postal.

Ce boycottage consiste à donner priorité aux pièces de courrier qui ne mentionnent pas le code postal ou sur lesquelles apparaissent des slogans anticode.

On ne s'occupe — et au ralenti — du courrier codé que lorsque le courrier non codé a été épuisé.

Résultat: de jour en jour, la masse du courrier non trié s'accroît et les jours de retard de la livraison s'accroissent.

### Deux façons

"Il n'y a que deux façons de trancher le problème, dit M. Perreault, légiférer pour permettre la négociation ou faire des Postes une entreprise de la Couronne, laquelle aura ainsi, tout comme à Air Canada ou au CN, l'obligation de négocier les changements technologiques et la reclassification de ses employés."

Dans le contexte actuel, le gouvernement craint que s'il permet la négociation dans le cas des employés des Postes, il créera un précédent qui ne tardera pas à avoir des répercussions dans les autres secteurs du service public.

De toute façon, il semble bien que le conflit des Postes est encore loin d'un règlement et que le Québec devra attendre encore longtemps avant de bénéficier de la Poste automatisée dont l'implantation avait été prévue pour 1976.

## L'action secrète des USA ne se dément pas

par Pierre ST-GERMAIN

ON s'en doutait bien, mais on en a maintenant la certitude:

1) En 1943, le président Truman — responsable du lancement, trois ans plus tôt, de la première bombe atomique sur Hiroshima — était résolu à empêcher, même militairement, l'accession éventuelle des communistes italiens au pouvoir.

2) Dès 1970, année de la victoire de Salvador Allende, le président Nixon mijotait un coup d'Etat au Chili pour renverser le premier gouvernement marxiste élu selon les plus purs critères de la démocratie occidentale.

### Le partage du monde

La première de ces révélations se trouve dans le nouveau volume de documents diplomatiques — jusque-là confidentiels — rendus publics par le département d'Etat. Elle donne raison aux historiens qui soutiennent que les communistes italiens, dont la popularité était grande après la défaite du fascisme, auraient pu être écrasés par la force des armes même s'ils avaient pris la direction du pays à la suite d'élections libres.

On peut penser que les communistes français, dont l'ascension inquiétait aussi Washington, aurait subi pareil sort dans l'éventualité de leur avènement au pouvoir. Car à cette époque, celle du "coup de Prague", les Etats-Unis avaient opté pour la politique du refoulement de la vague communiste qui déferlait sur l'Europe occidentale. Même Moscou, encore en pleine période stalinienne, ne se serait probablement pas porté au secours des "partis frères".

Les accords de Yalta, en 1945, avaient en effet consacré le partage des zones d'influence entre les ex-Alliés contre l'hitlérisme. L'Italie et la France, comme d'ailleurs la Grèce où le Kremlin laissa tom-

ber les communistes, étaient la chasse gardée des Occidentaux.

Le volume publié par Washington n'indique pas si la Central Intelligence Agency (CIA), qui venait d'être créée, avait été chargée de mettre en application les recommandations secrètes de Truman. Cependant, d'autres documents non officiels, diffusés antérieurement, précisent que l'agence de renseignements était autorisée à contribuer au financement des forces anticomunistes italiennes, principalement le Parti démocrate-chrétien sous la houlette de M. Alcide de Gasperi.

### Au Chili, un pas en avant

Ce que Truman avait eu l'idée de faire en Italie en 1943, Nixon l'a remis en mieux au Chili vingt-cinq ans plus tard. Un ancien directeur de la CIA, M. Richard Helms, présentement ambassadeur en Iran, en a apporté la preuve dans une déposition faite au Sénat le 22 janvier de cette année et divulguée le 9 février.

Selon le "New York Times", M. Helms n'a pas mis en doute qu'en 1970 Nixon cherchait déjà à renverser le président Allende. Cette affirmation contredit les précédentes déclarations officielles selon lesquelles les Etats-Unis avaient strictement pratiqué une politique de non-intervention au Chili.

Avouant en quelque sorte qu'il avait trompé le Congrès lors d'une autre déposition remontant à 1973, l'ex-patron de la CIA a reconnu qu'il aurait dû alors se montrer plus franc en réponse à des questions de sénateurs relatives aux accusations d'intervention de l'agence de renseignements contre le président Allende.

Cependant, M. Helms a dit croire que la CIA n'avait pas essayé de renverser le gouvernement Allende. "Je sais, a-t-il assuré que l'administration Nixon désirait qu'il soit renversé, mais il n'y avait aucun moyen de le faire que quiconque

ait imaginé, et toutes les enquêtes qui ont été menées au Chili pour voir s'il y avait une force quelconque qui pourrait le réaliser n'ont fourni aucune preuve de l'existence d'une telle force."

N'eût-il empêché que M. William Colby, qui dirige actuellement la CIA, a avoué l'an dernier que "plus de \$8.000.000 ont été dépensés pour les activités secrètes de l'agence américaine de renseignements au Chili dans les premières années de la décennie."

### Des fonds pour l'action civique

Ces dépenses, autorisées par l'administration Nixon, visaient à provoquer une situation qui rendrait impossible le maintien du gouvernement d'Unité populaire. Au sujet des versements de fonds aux partis d'opposition aux élections de 1970, M. Helms a souligné: "Je ne crois pas, d'après ce que je me rappelle, que ces fonds aient été donnés à des groupes d'action civique".

Le "New York Times" du 19 septembre 1974 avait fait état d'informations plus claires, obtenues d'agents de renseignements américains. Selon ces derniers, des fonds de la CIA ont été acheminés à des syndicats ouvriers et à des organisations patronales pendant plus de dix-huit mois avant le coup d'Etat du 11 septembre 1973 qui a instauré au Chili une dictature militaire d'extrême droite.

Certes, le voile n'est pas entièrement levé sur l'action secrète des Etats-Unis au Chili du temps d'Allende et dans l'Europe occidentale de l'immédiat après-guerre.

Mais les récentes révélations sorties du département d'Etat et de la bouche de M. Helms ont enrichi de deux nouveaux chapitres la longue histoire de la politique d'intervention des Etats-Unis dans les affaires intérieures d'autres pays. A un quart de siècle de distance, on a pu voir que Washington s'inspire de la même philosophie de domination à tout prix.

## Un bien long chemin pour le sénateur Jackson

par Jean POCHET

Collaboration spéciale

L'ETAT de Washington et son plus célèbre représentant, le sénateur Jackson, souffrent du même mal: une crise d'identité. L'Etat de Washington est le plus septentrional des trois Etats de la côte du Pacifique — la Californie et l'Oregon étant les deux autres. Washington (Etat) n'a rien de commun avec Washington D.C. (District of Columbia) situé à cinq mille kilomètres de là, sur la côte Est. La capitale de l'Etat est Olympia, 20.000 habitants, activité industrielle principale et unique, une brasserie. L'autre Washington (D.C.), 750.000 habitants est la capitale des Etats-Unis et son activité principale est le brassage politique.

Sauf si on est d'origine Nordique (les Olafson, Rasmudsen, Christianesen forment une colonie importante et très active) et que l'on aime les fjords (le Puget Sound est de toute beauté), le saumon (braisé sur feu de bois à l'indienne, il est succulent) et les climats dits "revigorants" (il y pleut même l'été) on ne s'arrête pas dans l'Etat de Washington, on le traverse. A moins encore que l'on soit acheteur d'un Boeing, dont les usines sont situées dans les faubourgs de Seattle, la ville la plus importante.

Le sénateur Jackson est l'un des deux sénateurs de l'Etat (l'autre s'appelle Magnuson dans la plus pure tradition scandinave) mais il est surtout candidat du Parti démocrate à la présidence de la République. Et il y a énormément de points communs entre l'Etat et son sénateur. Certains sont positifs, d'autres beaucoup moins.

Du côté positif, citons l'application, le sérieux, l'amour du travail, la persévérance, un goût marqué pour l'organisation, un sens aigu des priorités.

Du côté négatif, il faut déplorer un manque cruel d'imagination, une lenteur certaine, une absence totale d'humour, une inaptitude maladroite à communiquer et autant de magnétisme qu'une après-midi de bruine et de brume au sommet de "l'Aiguille de l'espace", fierté de l'exposition universelle de 1962, à Seattle.

L'œil gauche perpétuellement plissé, mi-clos, qui donne à ses propos même les plus optimistes un air de doux scepticisme, le débit lent, le verbe lourd, Henry "Scoop" Jackson a décidé qu'il était grand temps de partir à l'assaut de la candidature Démocrate des élections présidentielles de 1976.



A défaut d'avoir le charme de J. F. Kennedy, Jackson en a l'ambition et la persévérance.

Il sait que son "image" n'est pas brillante et qu'il a un long chemin à faire pour être acceptable aux électeurs. Il a, pour l'y aider, de l'argent, une solide organisation et le temps. Il aura besoin des trois, s'il veut faire la percée.

Il a emprunté à Hubert H. Humphrey, le meilleur collecteur de fonds fidèle au Parti démocrate, un millionnaire de Philadelphie, "Sonny" Harrison Dogole. Il a piqué dans la défunte équipe de George McGovern, Morris Dee, un avocat "libéral" et grand expert en marketing.

Il s'entraîne avec le producteur David Wolper à améliorer sa technique télévisuelle. Il entretient les meilleures relations avec le généreux lobby pro-Israélien qui lui est

reconnaisant de ses prises de position concernant les quotas d'émigration des juifs soviétiques liés au traité commercial préférentiel.

Il s'oppose publiquement et violemment à Henry Kissinger, sur la politique de détente avec l'URSS. En même temps, il a abandonné ses partis-pris belliqueux à propos de l'aide au Vietnam. Il a durement cuisiné et mis en accusation les grands patrons pétroliers lors de la crise de l'énergie — qu'il avait prévue dès 1972. Il s'oppose à peu près systématiquement à tout ce que M. Ford propose, tentant de s'imposer comme "l'autre" figure nationale.

Dans son propre parti, il cherche à se dégager de son image conservatrice. Il courtise avec les "libéraux" de l'aile M. Ford qui ne sont pas prêts à lui pardonner facilement la dureté de ses attaques contre leur candidat malchanceux. Il fait risette aux syndicalistes qui l'observent tranquillement. Du même coup, ses alliés naturels s'inquiètent de ses zigzags. Il n'est pas encore à gauche, mais il n'est plus tout à fait à droite.

Il est prématuré de prédire ses chances. Il n'y a guère, un petit 8 p. cent seulement des Démocrates le reconnaissent comme un candidat valable. Mais en 1972, McGovern était parti sur une base plus fragile encore. Et en 1968, Nixon ne faisait pas l'unanimité des Républicains. Ce qui joue en sa faveur est le temps (près de deux ans), l'argent (il a déjà amassé 1.5 million de dollars), la détérioration de la situation économique, l'indécision de M. Ford et... l'absence d'autres candidats brillants, démocrates ou républicains.

### Découverte dans les appareils auditifs! Nouveau microphone permettant "L'AUDITION SÉLECTIVE"

Mais, un pionnier dans le domaine des prothèses auditives, a annoncé le lancement d'un appareil auditif incorporant un tout nouveau principe dans la conception du microphone. Le Mark 100 élimine la plupart des bruits de fond distrayants en permettant à l'utilisateur de n'entendre que ce qu'il désire écouter et cela d'une manière plus claire et plus compréhensible.

Ce microphone unique utilisé dans ce modèle s'ajuste à l'oreille et est appelé "LAD" (Linear Array Diaphragm). Il comporte deux admissions pour les sons, l'une à l'avant et l'autre à l'arrière. Cependant, les sons captés par l'arrière sont filtrés à travers un faisceau de 300 canaux microscopiques en verre qui les "réorientent", faiblement, les dépassant d'avec les mêmes sons qui pénètrent par l'avant. En conséquence, les bruits provenant de l'arrière sont sensiblement atténués. Quant aux sons provenant de l'avant dans la direction de l'utilisateur, ils impiment au microphone des impulsions sans atténuation, totalement amplifiées, donc perçues plus clairement.

De laborieux essais de mise en marche de ce nouvel appareil auditif parmi des usagers d'expérience, ont révélé de remarquables améliorations, particulièrement pour la

compréhension de la parole. En outre, les difficultés d'adaptation que rencontrent les nouveaux usagers d'appareils auditifs sont considérablement réduites.

Nous avons mis au point une démonstration spéciale de 10 minutes permettant aux usagers d'appareils auditifs de comparer les améliorations rendues possibles par cette nouvelle conception du microphone. Le coupon ci-dessous peut être adressé à HACO à Minneapolis pour demander une démonstration qui vous sera faite au moment qui vous conviendra. Cette démonstration est gratuite et ne comporte aucune obligation de votre part.

Mark Hearing Service  
1828 ouest, rue Sherbrook  
Montréal, Q3S 5Z3  
Veuillez communiquer avec moi pour le "Mark 100"  
NOM .....  
ADRESSE .....  
VILLE ..... TÉLÉPHONE .....

Egalement au 1010 Ste-Catherine est, suite 308

**ÉCONOMISEZ 20%** Sur votre entretien et avant l'augmentation des prix et profitez de nos bas prix d'hiver.

## FENÊTRES et PORTES

EN ALUMINIUM HIVER-ÉTÉ AVEC MOUSTIQUAIRES

- Installation immédiate ou au printemps
- Vitres de porte en VERRE TREMPÉ
- Faîtes sur mesures
- Première qualité
- MAIN-D'OEUVRE ET GARANTIE ÉCRITE DES ANS
- Choix de couleurs
- Facilement enlevables de l'intérieur
- 3 rainures
- Isolation impenétrable pour étanchéité parfaite

ACHÉTEZ MAINTENANT PAYER EN MAI PAS D'INTÉRÊT

Service d'achat à domicile Jour et soir Termes faciles

AUSSI: AUVENTS, PORTES, REVÊTEMENTS EN ALUMINIUM FENÊTRES COULISSANTES PANDRAMIQUES ET PERSIENNES.

DÉMONSTRATION ET ESTIMATION GRATUITES TÉLÉPHONE

**731-7676**  
SOIRS: 481-6356

**MORGO ALUMINIUM INC.** 8225, av. Mayrand Montréal

• Achetez avec confiance Plus de 20 ans d'expérience

en bref

Visite secrète de Vorster au Libéria

LONDRES (AFP) — M. John Vorster, premier ministre d'Afrique du Sud, a effectué mardi et mercredi derniers une visite secrète de 24 heures au Libéria, où il s'est entretenu avec le président William Tolbert, révèle à aujourd'hui le Times de Londres, qui donne de source digne de foi un long compte rendu de la rencontre.

M. Vorster aurait indiqué, selon le journal, que son gouvernement aimerait se débarrasser de l'Afrique du sud-ouest mais qu'il a des responsabilités administratives. Un retrait immédiat serait désastreux, aurait-il fait valoir.

Au sujet de la Rhodésie, ajoute le Times, M. Vorster a dit qu'elle doit être gouvernée par des personnes civilisées, sans distinction de race. S'il n'y a pas de conditions préalables et si la violence cesse, je peux garantir qu'une solution peut être trouvée, a-t-il déclaré d'après le Times. Mais si la Grande-Bretagne ou une autre nation s'interfère, il y aura des violences.

Les deux présidents, écrit enfin le Times ont eu des échanges empreints de franchise, sur la situation des Africains en Afrique du Sud et sur les relations de l'Afrique du Sud avec ses voisins.

La Turquie songe à fermer les bases américaines

NEW YORK (AP) — La Turquie pourrait décider de fermer une partie ou même la totalité des bases américaines situées sur son territoire pour répondre à la "trahison" que représente la suspension de l'aide militaire des Etats-Unis, a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, M. Melih Esenbel.

Dans une interview publiée par la revue "Newsweek", M. Esenbel fait ressortir que "l'aide américaine n'est nullement un faveur. Pour 90 millions de dollars, une somme dérisoire aujourd'hui, les Etats-Unis et l'Alliance Atlantique font l'une des meilleures affaires du monde en matière de sécurité. La Turquie contrôle la sortie vitale de la Mer noire aux Dardanelles et a permis l'installation de 20 stations d'alerte, d'écoute et de surveillance qui recueillent des informations sur le sud de l'Union soviétique et l'ensemble du Proche-Orient. Ou bien certains membres du Congrès américain n'ont pas été complètement informés, ou bien ils ont fait quelque chose d'irresponsable qui a mis en danger la défense de toute l'Alliance occidentale".

18 membres de l'ERP arrêtés en Argentine

BUENOS AIRES (AFP) — La police de Cordoba, à 700 kilomètres au nord-ouest de Buenos Aires, a arrêté dix-huit membres de l'armée révolutionnaire du peuple (ERP) et saisi des armes et des documents, a-t-on annoncé officiellement dimanche. Les arrestations ont été opérées en divers points de Cordoba et de ses environs.

D'autre part, quinze membres d'une autre organisation extrémiste interdite, les Montoneros, auraient été arrêtés dans une maison de Buenos Aires où ils tenaient une réunion. Aucune annonce officielle n'est venue pour l'instant confirmer cette information.

Enfin, un cadavre a été découvert, criblé de balles, dans un bois du nord de la capitale argentine. Selon certaines informations, la victime faisait partie de l'organisation Montoneros et aurait été jugée par ses compagnons.

Israël n'exigerait plus de l'Egypte la non-belligérance

JERUSALEM (AFP) — M. Yitzhak Rabin a informé ses collègues au cours de la réunion de dimanche du cabinet qu'Israël pourrait remplacer la formule non belligérance, difficilement acceptable pour l'Egypte dans tout accord, par abstention de toute opération de belligérance, et insisterait pour qu'elle constitue une clause contraignante dans tout accord éventuel, apprend-on de source informée.

D'autre part, il semble que le seul changement intervenu dans la position d'Israël à la suite des entretiens de M. Kissinger, est que Jérusalem insistera pour des engagements signés par les deux parties en cas d'un vaste accord, et pour une déclaration publique en cas de règlement limité.

Fin de l'épreuve de force entre l'Eire et l'IRA

DUBLIN (AFP) — L'épreuve de force engagée entre le gouvernement de l'Eire et l'IRA provisoire a pris fin hier soir avec l'annonce par le mouvement républicain de l'arrêt de la grève de la faim que menaient, depuis quarante-cinq jours, douze détenus de la prison de Portlaoise à une soixantaine de kilomètres au sud de la capitale irlandaise.

Dans un bref communiqué publié par les bureaux du service de presse républicain de l'IRA, l'organisation déclare qu'à la suite des discussions entre les représentants des prisonniers de Portlaoise et les autorités de la prison un accord satisfaisant a pu être atteint... et que la grève de la faim est terminée. Les détenus réclamaient diverses améliorations de leurs conditions de détention qui leur auraient conféré le statut de détenus politiques. On ignore s'ils les ont obtenues.

Le gouvernement de Dublin est resté inflexible durant toute la grève, notamment sur les problèmes touchant à la sécurité de la prison. En août 1974, dix-neuf prisonniers de l'IRA avaient en effet réussi à s'évader en faisant sauter à la dynamite le mur de la prison de Portlaoise. Les grévistes de la faim n'en possèdent pas moins un problème politique ardu aux autorités.

Le gouvernement craignait par-dessus tout l'un des grévistes, ce qui en aurait fait un martyr de la cause républicaine au même titre que Michael Caghlan, mort le 3 juin dernier dans la prison britannique de Parkhurst (île de Wight).

Les ministres s'inquiétaient également de voir le conflit irlandais se déplacer en Irlande du Sud alors que la trêve décrétée par l'IRA le 10 février dernier en Grande-Bretagne et en Ulster ouvrait enfin de solides

perspectives de paix. La grève de la faim à Portlaoise a longtemps semblé constituer le dernier obstacle à cette trêve. Elle avait notamment considérablement alourdi l'atmosphère dans la capitale lors de la rencontre des ministres des Affaires étrangères des Neuf jeudi et vendredi derniers.

De l'avis des observateurs, il est certain que Joe Cahill, l'ancien chef de l'IRA provisoire à Belfast, relâché en janvier dernier pour raisons de santé, a joué un rôle important dans les discussions qui ont mené à la fin de la grève. On suppose qu'il a pu notamment faire valoir auprès de l'IRA que le mouvement n'avait guère de sens après l'instauration de la trêve et peu de soutien dans l'opinion publique sud-irlandaise.

Pour l'heure, les médecins vont s'acharner à sauver l'un des grévistes de la faim, Patrick Ward, 27 ans, dont l'état de santé est critique.



Descendues dans la rue sur l'invitation du gouvernement éthiopien, 30.000 personnes ont manifesté hier à Addis-Abeba en faveur de la mobilisation générale afin de combattre le mouvement sécessionniste érythréen.

Les réservistes éthiopiens rappelés pour mater la rébellion en Erythrée

ADDIS ABEBA (UPI) — La junte militaire éthiopienne a dû faire appel hier aux réservistes pour renforcer la garnison de quelque 20.000 hommes qui, depuis 17 jours maintenant, à Asmara est engagée contre les sécessionnistes érythréens, et des avions civils ont commencé à les acheminer vers la ville.

Plus de la moitié de l'armée régulière est en effet mobilisée maintenant dans cette lutte et les experts militaires expliquent la décision de la junte par le fait qu'elle ne peut plus distraire aucune unité de l'armée d'active de ses tâches.

Hier, pour la première fois, le gouvernement avait implicitement reconnu la gravité de la situation en déclarant l'état d'urgence dans la province d'Erythrée, bien qu'en fait, celle-ci soit en rébellion ouverte depuis le 31 janvier et que les combats aient déjà fait peut-être 3.000 morts. Certaines parties de la province étaient ce-

pendant déjà sous le coup de la loi martiale.

La déclaration de l'état d'urgence s'est accompagnée de certains changements: on a nommé un nouveau gouverneur militaire en Erythrée, le général Getachew Nadaw et l'on a remplacé les chefs de la deuxième division en garnison à Asmara ainsi que le chef de la police de la province.

Par ailleurs, un éditorial du journal gouvernemental "Ethiopian Herald" ne laisse aucun doute sur la volonté de la junte de réduire la sécession.

"Les tentatives de diviser l'Ethiopie sont vaines, dit notamment l'éditorial. L'unité éthiopienne est sacrée et inviolable. En dépit des efforts des agents étrangers qui se font passer pour de prétendus combattants de la liberté, l'Erythrée a toujours été et sera toujours partie intégrante de l'Ethiopie."

Le journal attaque également la Syrie, qui a fourni argent et armes aux rebelles et qui, la semaine der-

nière a accusé le gouvernement éthiopien de se rendre coupable d'un génocide en Erythrée. "C'est un mensonge éhonté, affirme l'éditorial qui ajoute qu'on se demande "pourquoi des pays comme la Syrie cherchent à démembrer un pays comme l'Ethiopie."

Malgré ce durcissement apparent de l'attitude du gouvernement d'Addis Abeba, une délégation éthiopienne se rendra prochainement à Khartoum pour discuter de la situation avec le gouvernement soudanais qui tente de jouer un rôle de médiateur dans l'affaire. Mais, à Addis Abeba, on dément toutefois les informations soudanaises selon lesquelles un cessez-le-feu aurait d'ores et déjà été arrangé.

Par ailleurs, hier dans la capitale éthiopienne, une importante manifestation "spontanée" groupant quelque 10.000 personnes de toutes origines, s'est déroulée sous l'oeil bienveillant de la troupe qui encadrait les marcheurs.

MM. Kissinger et Gromyko parlent du Moyen-Orient

GENEVE (AFP) — MM. Henry Kissinger et Andrei Gromyko ont entamé ce matin, la seconde et la plus importante journée de leurs entretiens de Genève. Ceux-ci porteront maintenant exclusivement sur la situation au Moyen-Orient, les relations bilatérales et la situation mondiale ayant été examinées dimanche soir au cours d'un dîner de travail qui a duré près de trois heures et demie, au siège de la mission permanente soviétique à Genève.

Ce dîner, qui semble avoir été empreint d'une certaine raideur malgré les amabilités et les propos plaisants devenus d'usage dans ces rencontres, s'est déroulé, selon M. Kissinger, dans une atmosphère généralement constructive. Les deux ministres ont eu, a précisé, le secrétaire d'Etat, des échanges d'une certaine franchise sur les questions bilatérales, sur les négociations, sur la limitation des armements stratégiques (SALT), sur la situation à Chypre, et enfin sur les perspectives de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Le terrain ainsi déblayé, MM. Kissinger et Gromyko vont donc s'attaquer à la pièce de résistance de leurs entretiens: le Moyen-

Orient. En se retrouvant aujourd'hui à l'hôtel Intercontinental où loge le secrétaire d'Etat américain, ils confronteront leurs politiques respectives: celles des petits pas pour M. Kissinger, et celle de la recherche d'un règlement global pour M. Gromyko. Du côté soviétique, on insistera, estiment les observateurs, sur la nécessité de convoquer au plus tôt la conférence de Genève. La diplomatie graduelle du secrétaire d'Etat, se heurtera maintenant, pensent les observateurs, à l'hostilité croissante de l'URSS si elle n'aboutit pas rapidement à la recherche de la solution globale voulue par Moscou, c'est-à-dire à la reprise de la conférence de Genève.

Telle sera sans doute la substance de ce que M. Gromyko dira aujourd'hui à M. Kissinger, en ajoutant peut-être que les petits pas du secrétaire d'Etat sont maintenant soupçonnés à Moscou d'être en fait autant de petits pas en arrière.

L'entretien sera suivi d'un déjeuner à l'hôtel de M. Kissinger, qui rendra ainsi l'invitation de la veille de M. Gromyko.

M. Kissinger quittera Genève dans l'après-midi.

La conférence des 77 Confirmation de la nécessité d'industrialiser le tiers monde

ALGER (AFP) — L'unanimité des pays en voie de développement sur la nécessité d'une industrialisation en profondeur du tiers monde grâce à un meilleur transfert technologique en provenance des pays industrialisés et à une collaboration plus étroite en matière économique et financière entre les pays en voie de développement pour une transformation sur place des matières premières s'est confirmée au cours de la seconde journée des travaux de la conférence ministérielle des 77 qui se tient à Alger.

Tous les orateurs africains, asiatiques, arabes et latino-américains qui sont intervenus dimanche ont souligné la nécessité pour le tiers monde de sauvegarder sa cohésion et son unité, par la mise au point d'un document commun, au cours de cette conférence avant la réunion de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel prévue en mars prochain à Lima. Ils ont été unanimes à réclamer une nouvelle division internationale du travail qui accorderait aux

pays en voie de développement une plus grande part dans la production industrielle mondiale. Les représentants des pays détenant des matières premières ont estimé que leur industrialisation s'avérerait d'autant plus nécessaire et urgente que leurs richesses naturelles ne sont pas renouvelables. C'est l'argument avancé par le délégué iranien, en particulier.

Tous les délégués se sont prononcés pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial, une plus grande contribution des pays développés dans le processus d'industrialisation des pays en voie de développement et un renforcement des moyens techniques, humains et financiers de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel.

La seule fausse note qui a perturbé brièvement les débats particulièrement sereins de la conférence ministérielle des 77 a été provoquée par le délégué cubain quand il a apostrophé, en termes très vifs, le représentant du gouvernement chilien dont il a critiqué la présence aux débats.

Brejnev ira à Londres

MOSCOU (Reuter) — M. Léonide Brejnev, secrétaire général du Parti communiste soviétique, a accepté une invitation de M. Harold Wilson, Premier ministre britannique, à se rendre en visite officielle en Grande-Bretagne, déclarait-on hier à Moscou de source autorisée.

Aucune date n'a encore été étudiée pour cette visite de M. Brejnev, qui est apparu en pleine forme il y a trois jours après une absence de sept semaines de la scène politique.

Mais il semble que les responsables britanniques espèrent que ce voyage pourra se tenir dans un avenir pas trop lointain en dépit des nombreux engagements du dirigeant soviétique, pour confirmer le réchauffement des relations soviéto-britanniques marqué par l'actuelle visite à Moscou de M. Wilson.

La première et dernière visite en Grande-Bretagne du secrétaire général

du Parti communiste soviétique fut celle de M. Nikita Khrouchtchev en 1957.

La visite de M. Wilson, accompagné de M. James Callaghan, secrétaire au Foreign Office, a apparemment convaincu les Soviétiques que le gouvernement travailliste britannique est déterminé à renouer des relations amicales.

Les relations soviéto-britanniques étaient assez tendues depuis l'expulsion de Londres, en 1971, de 105 Soviétiques accusés d'espionnage.

MM. Wilson et Brejnev doivent signer aujourd'hui à Moscou un accord prévoyant des consultations politiques régulières entre les deux gouvernements.

L'Union soviétique a signé un accord identique avec la France il y a plusieurs années et organisé de semblables consultations avec les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale.

Détérioration des relations entre la Pologne et la RFA

VARSOVIE (AFP) — Les relations entre la Pologne et la République fédérale d'Allemagne traversent la plus grave crise qu'elles aient connue depuis le traité de décembre 1970 qui a permis l'ouverture des relations diplomatiques entre Bonn et Varsovie, estiment les observateurs dans la capitale polonaise.

Le dernier rebondissement de la crise s'est concrétisé par l'annulation, du côté polonais, d'une table ronde de journalistes et d'experts des questions économiques et de politique étrangère des deux pays. Cette table ronde, la troisième du genre, devait se tenir vendredi dans la capitale fédérale. M. Mariam Dobrosielki, directeur de l'institut des relations internationales, qui devait diriger la délégation polonaise, a décommandé le rendez-vous deux jours avant, en raison, apprend-on de source polonaise, de la participation à la discussion, du côté allemand, de M. Herbert Hupka, député de la CDU, considéré en Pologne comme l'un des adversaires les plus acharnés de la normalisation entre les deux pays.

S'il ne fait pas de doute pour les observateurs que les autorités de Varsovie ont marqué un fort dépit devant l'échec des pourparlers de normalisation, et surtout devant le refus persistant de Bonn d'accorder un dédom-

agement matériel aux victimes polonaises des camps de concentration nazis, on s'interroge sur les raisons du net durcissement de ces derniers jours.

Dernièrement l'Allemagne fédérale a accordé 600 millions de marks aux victimes juives du nazisme à l'issue des pourparlers menés à cet égard par le gouvernement de Bonn avec M. Nahum Goldmann, président du congrès juif mondial.

Ce geste, qui n'a fait ici l'objet d'aucun commentaire officiel, et qui représenterait, croit-on, à peu près la somme que la Pologne réclamerait à la RFA, justifierait pour une bonne part la mauvaise humeur manifestée à Varsovie à l'égard de Bonn estimant les observateurs dans la capitale polonaise.

COCCINELLE \$3,350  
 ARABIT \$2,785  
 UNE BONNE AUTO S'ACHETE CHEZ UN BON DEPOSITAIRE  
 Arbour LAVAL  
 700 boul. des Laurentides  
 Font-Vieu  
 Tel. 382 2731

TECHNA  
 TECHNIQUE INTERNATIONALE DU MEUBLE  
 FRANCHISES DISPONIBLES  
 661-3931

Premier fabricant de meubles modulaires au Québec d'une technique d'avant-garde.

1 La retrospective des activités des ACEF au cours de leurs dix années d'existence esquisse les grands traits du mouvement, et la pensée qui l'anime. Face aux initiatives gouvernementales, les services, qui ont caractérisé l'ACEF ont-ils encore leur raison d'être?

par Nicole BEAUCHAMP

Les ACEF, c'est quoi? Après bientôt dix années d'existence, les Associations coopératives d'économie familiale du Québec cherchent à élucider cette question. Amputé d'une bonne part de ses moyens d'action par l'émergence de nouvelles lois et d'organismes gouvernementaux dans le domaine de la consommation, le mouvement ACEF tente de reprendre son second souffle.

Les ACEF, c'est quoi? La question se pose encore, différemment, pour bon nombre de gens. Pourtant, après dix ans, tout ce qui s'appelle pouvoirs publics, tout ce qui bouge au nom des consommateurs exploités, connaît bien l'ACEF. Il s'agit d'abord de s'y retrouver dans une structure pour découvrir où se situent exactement la tête et les bras de ce mouvement...

Ce que tout initié devrait savoir...

Les ACEF se présentent comme des coopératives, dont les membres sont, non pas des individus, mais des organismes regroupés sous trois types: caisses populaires et caisses d'économie; syndicats; mouvements familiaux et de jeunesse, agences de services sociaux, etc.

Chaque organisme membre souscrit une part sociale et verse une cotisation annuelle. On compte ainsi environ 563 organismes-membres, réunis dans 14 ACEF régionales implantées à travers presque tout le Québec et affiliées à la Fédération des ACEF du Québec.

Trois thèmes condensent l'éventail des rôles assumés par l'ACEF: éducation populaire, protection et défense du consommateur, groupe de pression.

Voilà le portrait officiel du mouvement, fortement teinté d'un vocabulaire revêche! Ramenons-le à ras du sol. Car à travers les contingences du quotidien, à travers la genèse du mouvement, on constate qu'à la fois les permanents et la population desservie ont façonné l'ACEF.

Les comités du budget familial

L'embryon ACEF a germé, au tout début des années 60, au sein de la CSN sous l'impulsion d'André Laurin. L'endettement des travailleurs atteignait des proportions effrayantes: en moyenne deux années de salaire.

## L'ACEF, c'est quoi?

Non sans difficultés, 22 conseils centraux à travers le Québec se dotaient d'un comité du budget familial. Ces comités offraient non seulement un service de dépannage pour les familles endettées, mais complétaient ce service en organisant des cours sur le budget familial. Ces cours comportaient tant de l'information juridique, comme l'étude des contrats illégaux et des lois existantes, que la préparation des budgets et les notions d'équilibre de l'économie familiale.

Ces comités avaient du même coup identifié une cible: les compagnies de finance. Cela circonscrivait d'emblée la clientèle des comités: les petits salariés qui, à cause d'un manque d'accessibilité aux institutions financières (banques et caisses populaires), tombaient dans le piège des compagnies de finance.

Education et dépannage

Cette expérience a ouvert la voie à la naissance de la première ACEF. Sous l'initiative de Gérard Auger, qui avait mis la main à la pâte aux comités du budget familial CSN, le Service coopératif financier voyait le jour à Shawinigan en 1963.

Ce Service entendait venir en aide aux familles ouvrières et lançait une invitation aux organismes intéressés (caisses populaires entre autres) à s'y adjoindre. Il se fixait comme objectifs: un service d'éducation sur l'économie familiale (budget, assurances, emprunts, testament, etc.) et sur l'action coopérative, un service de dépannage, soit l'analyse de la situation financière des familles aux prises avec les compagnies de finance afin de les amener à trouver des solutions appropriées (consolidation des dettes, dépôt volontaire, faillite, etc.).

Parmi les moyens proposés, figuraient la formation de moniteurs pour donner des cours dans tous les milieux et la formation de conseillers budgétaires. Bref, le Service coopératif financier renfermait les grandes caractéristiques des ACEF d'aujourd'hui.

Dans le courant du "consupérisme"

Les ACEF n'ont jamais dérogé à cette ligne de fond, à savoir un mouvement d'éducation, axé sur la famille, englobant les aspects d'information préventive et de réhabilitation, et dispensant des services directs à la population. Toutefois, la rencontre d'une quarantaine d'organismes, au lac Delage en septembre 1965, consacra la création officielle des ACEF et le mouvement s'ouvrit sur une perspective beaucoup plus large.

"Les causes principales de l'endettement des familles, y avait-on proféré, sont le crédit trop facile, une publicité orientée vers le profit et le manque d'information." On dénonçait ainsi les manifestations les plus spectaculaires de la société de consommation de masse.

A ce moment-là, rien n'existait pour protéger le consommateur. Les lois croussaient dans la poussière, désuètes et inappliquées. Les ACEF s'inscrivaient donc dans le courant du "consupérisme". Ce mot barbare, qui a surtout fleuri aux États-Unis, définit l'action des consommateurs face aux pouvoirs publics.

Les ACEF répondaient à un besoin dans un domaine totalement négligé par les gouvernements. En outre, confinée à des budgets parcmoneux, les ACEF se sont mises au diapason des milieux où elles se sont implantées et ont déterminé leurs priorités selon les demandes des travailleurs endettés. Cette demande, notait un rapport de 1972, a surtout gravité autour de la consultation budgétaire et de l'information juridique. Ces deux éléments expliquent à eux seuls le solide enracinement des ACEF.

Un bilan positif

Ce travail à ras du sol, au fil des semaines et des mois, a travers l'incertitude constante d'un financement suffisant des bureaux permanents, se résume à premier abord par un bilan positif. Les ACEF ont sorti du boudoir de l'endettement au-delà de 15.000 familles. Dès 1969, le mouvement avait réussi à établir une nouvelle jurisprudence sur le droit à la consommation par ses victoires obtenues devant les tribunaux.

Cette jurisprudence touchait principalement l'application des dispositions légales sur la vente à tempérament, la loi des dépôts volontaires, les contrats d'achat d'immeubles, les compagnies de finance, la loi fédérale des petits prêts, etc.

L'image publique de l'ACEF se dessinait plus clairement. Cette image se collait à un nom: Pierre Marois. "La protection du consommateur est d'abord d'ordre législatif", clamait-il à l'époque. Crédit, publicité, salaire minimum, terrain, logement, etc. Autant de chevaux de bataille. Autant de dossiers étayés à partir des cas-type d'endettement et d'exploitation de tous genres accumulés par les ACEF.

On a évité... les polémiques

La crédibilité des ACEF face aux pouvoirs publics repose justement sur ce fait. Le mouvement a évité les polémiques stériles. "Lorsque les ACEF

se présentaient devant les commissions parlementaires, relate Gérard Auger, la batterie de députés et d'avocats braquait ses regards sur nous. Ils disaient qu'ils allaient entendre parler de la réalité."

Dans un mémoire soumis au gouvernement québécois, l'ACEF réclamait en 1970 deux réformes fondamentales: un code de protection du consommateur assorti de l'action collective, la création d'un Office de protection et de défense des consommateurs, muni d'un bureau québécois du financement de l'achat de biens meubles et services afin d'infléchir l'expansion du crédit à la consommation.

L'année suivante, le mouvement préconisait l'implantation de cliniques juridiques de quartier, contrôlées par les citoyens et par des avocats salariés. L'ACEF prônait l'accessibilité à la justice pour tous. Ces galons chronologiques permettent de retracer l'évolution du mouvement et d'en jauger l'impact.

Le mouvement a poursuivi jusqu'à maintenant toutes ces activités qui débordent parfois de façon plus percutante sur la scène publique. On songe notamment à son intervention pour prêter main forte aux victimes de la faillite du Cercle d'économie de la future ménagère, au référendum revendiqué auprès de la ville de Longueuil concernant le projet de développement domiciliaire de l'entrepreneur P. Talbot.

Les gouvernements récupèrent...

Entre temps, la conjoncture économique a tout bousculé. "Même les règles qui prévalaient dans l'équilibre du budget familial", allégué Gérard Auger. Pressé d'agir, le gouvernement a procédé à des rattrapages timides et tardifs.

La création des tribunaux des petites créances et d'un réseau de bureaux d'aide juridique ont peu à peu délogé les cliniques juridiques conçues par l'ACEF.



Les deux personnalités qui ont le plus marqué l'ACEF: Pierre Marois (à droite) et, à ses côtés, Gérard Auger.

Au niveau de la protection des consommateurs, les gouvernements d'Ontario et de Québec promettent des amendements aux lois. L'Office et le Conseil consultatif de la protection du consommateur ont finalement été mis sur pied.

Les centres locaux de services communautaires du ministère des Affaires sociales tendent à intégrer la consultation budgétaire à leurs services.

Bref, ces organismes gouvernementaux récupèrent ce qui a caractérisé les ACEF, avec des ressources et des

moyens financiers plus étoffés. C'est souvent le lot des groupes de pression d'emprunter des voies plus radicales lorsque les autorités se contentent d'enduire de baume les plaies superficielles d'une société. Devant cette difficile mutation, l'ACEF se heurte à ses propres ambiguïtés...

DEMAIN: Vers un syndicat des consommateurs

## Journaux muraux

ROME (AFP) — Les journaux muraux ont fait leur apparition en Italie: Donnez votre avis sur le sexe, la politique, la drogue, que pensez-vous de l'avortement demandant ces journaux géants affichés dans certaines grandes villes. Les passants inscrivent leurs réponses sur les journaux muraux, qui sont en fait des affiches publicitaires pour un hebdomadaire italien. C'est l'hebdomadaire Panorama qui a introduit en Italie les journaux muraux qui remportent un grand succès. Mais l'hebdomadaire s'empresse de conclure, en bas des affiches: dites ce que vous pensez, mais c'est peut être mieux encore d'être plus informé.

AL RISTORANTE ITALIANO  
**PAESANO**  
9 salles à manger pour les petites ou grandes occasions. 5192 Côte des Neiges  
731-8221

Diner Dansant  
tous les soirs, dans la  
**Cava Bar**



**OGILVY**  
Vente-Décor  
de  
Février

tout pour la maison  
à prix d'occasion

## Revlon présente les 'Prescriptions Hydratantes'

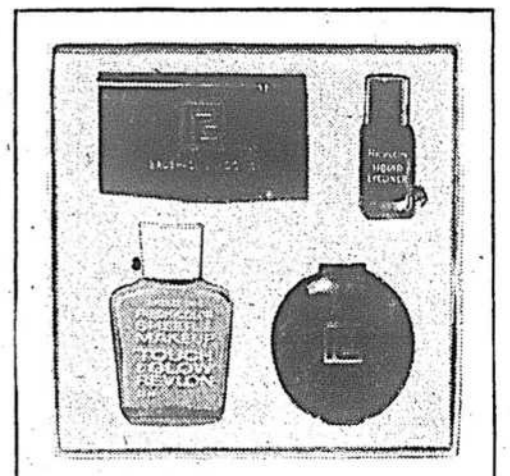


Revlon a créé une ligne de traitements pour le visage qui fournit l'exacte mesure d'hydratants convenable à votre type de peau, qu'elle soit normale, grasse, sèche, ou très sèche. Les ingrédients bienfaits comprennent des huiles très fines, des émoullents, des plantes et d'autres extraits naturels, pour une parfaite assimilation. Le tout dans le but d'adoucir et de stimuler la peau! Nous montrons cinq produits du programme: base hydratante de jour protectrice, pour peaux normales, 4.75. Tonique sans alcool, pour peaux sèches ou sensibles, 4.75. Crème de nuit hydratation maximum, pour peaux très sèches, 3.50. Et crème hydratation continue, formule spéciale, \$11.

### Votre Boni-Beauté

Jusqu'au samedi, 22 février, la représentante spéciale de la maison Revlon sera au rayon des cosmétiques Ogilvy (magasins du centre-ville), afin de vous aider à choisir les produits parfaits pour votre peau. Et avec tout achat de 6.50 ou plus, vous recevrez une boîte-cadeau. Elle contient fond de teint "Touch and Glow", eyeliner liquide, ombre à paupières avec brosse, et rouge à lèvres "Colourshine".

Écrivez ou composez 842-7711  
Ogilvy, produits de beauté, au rez-de-chaussée  
Également à Fairview et Anjou



OGILVY

# L'Islande devra développer d'autres industries pour payer son pétrole

REYKJAVIK, Islande — La richesse la mieux connue de l'Islande est son poisson pour lequel elle s'est d'ailleurs battue avec succès depuis quelques années. Mais cette île du nord de l'Atlantique a une autre richesse pratiquement inexploitée: son eau chaude et ses rivières. Il y a donc ici de l'énergie à bon marché pour les industries qui en consomment beaucoup.

Ceci ne signifie pas que les Islandais sont sur le point de s'enrichir comme les "sheiks du pétrole" du pays voisin, la Norvège. Au contraire, l'Islande, comme plusieurs autres pays occiden-

taux a de sérieuses difficultés économiques actuelles, principalement à cause de la hausse du prix du pétrole.

Le prix du poisson qui est actuellement la principale richesse de l'île n'a pas augmenté proportionnellement au prix du pétrole et des matières premières.

Un tiers du déficit de la balance commerciale de l'Islande pour les trois premiers trimestres de l'an dernier provient de son importation de pétrole de l'Union soviétique.

Le ministre du Commerce, M. Johannesson, s'est récem-

ment rendu à Moscou discuter des moyens de redresser la balance commerciale, mais comme l'Islande n'a pas grand chose à offrir à l'exception de son poisson, peu de progrès ont été réalisés.

## Comment payer le pétrole

Les Islandais songent maintenant à importer du pétrole de la Norvège qui est devenu récemment un pays producteur de pétrole. C'est d'ailleurs un pays avec lequel l'Islande entretient depuis longtemps des liens étroits.

Mais pour payer son pétrole consommé principalement par les navires de pêche et les avions, l'Islande devra développer d'autres industries.

L'Islande est située sur un volcan; on n'a qu'à creuser un trou dans la terre pour y capter en abondance de l'énergie géothermique. Les experts estiment que les Islandais n'ont jusqu'ici capté qu'une très faible partie de cette énergie disponible.

En ce qui concerne l'énergie hydroélectrique on n'exploite actuellement qu'environ 8 p.c. du potentiel. Mais les Islandais ont peu de

moyens de développer cette source d'énergie: les dépenses seraient trop fortes pour la faible population du pays (210.000 habitants), et il n'y aurait pas suffisamment de main d'œuvre.

## Industries affamées d'énergie

Les Islandais pourraient toutefois attirer des usines qui consomment beaucoup d'énergie, ou même des usines polluantes. On soutient que la pollution aurait très peu d'effet sur la faible population, étant donné que le pays est loin de tous les centres fortement peuplés et exposé aux vents de l'ouest qui

purifieraient l'atmosphère. Par ailleurs, la plus grande partie de l'île est aride.

Il y a un grand inconvénient: l'éloignement des marchés potentiels. Les produits de ces usines devraient être transportés à peu de frais. Pour la plupart des industries, il faudrait aussi importer la matière première.

## Usine d'aluminium

Cependant, quelques industriels étrangers commencent à s'y installer. Une compagnie suisse construit une usine d'aluminium près de Reykjavik, ayant conclu un accord à long terme avec le gouvernement

islandais pour l'achat d'énergie électrique à bon marché.

Des citoyens protestent parce que cette entreprise paie son électricité meilleur marché que les habitants du pays, environ un sixième du prix normal. Mais le ministre du Commerce, M. Gunnar Thoroddsen, a répliqué que la compagnie suisse n'achète que l'excédent de l'électricité produite au pays.

L'idée de transformer l'île en pays industriel fait peur à un grand nombre d'Islandais. Ils craignent que les entreprises étrangères n'échappent à leur contrôle: les Islandais sont fort jaloux de leur auto-

nomie, n'ayant obtenu leur indépendance du Danemark que durant la seconde guerre mondiale.

Les experts en matière d'environnement doutent également de la sagesse d'un important développement industriel dans l'île.

Ils soulignent notamment que la fabrication de l'aluminium a eu des effets écologiques désastreux dans d'autres pays. Ils soutiennent qu'une brusque implantation d'importantes usines dans une région pratiquement vierge pourrait bouleverser son équilibre écologique.

□ The London Observer

# Pour mieux protéger les eaux territoriales, des navires plus rapides

NEW YORK — Le lancement récent du "USS Pegasus" est le début de la formation d'une flotte de bateaux rapides de la Marine des Etats-Unis.

Le Pegasus construit par la compagnie Boeing au coût de \$23 millions est bien différent des bateaux traditionnels et nécessite un apprentissage spécial des pilotes.

Il s'agit d'un bateau hydrofoile. Des lames attachées à la coque jouent un rôle analogue à celui des ailes d'un avion et soulèvent l'embarcation hors de l'eau à haute vitesse.

Comme le signalent des commentateurs, l'extension des eaux territoriales entraînera la nécessité de l'utilisation de navires rapides.

"Si les frontières des pays sont reportées à 200 milles de la côte, comme le veulent certains pays, ça fera une vaste étendue à surveiller et sera nécessaire d'avoir des bateaux rapides", souligne un porte-parole de la Marine.

## Forte demande

Les constructeurs du navire remarquent que plusieurs pays seront des acheteurs éventuels. Un porte-parole de la compagnie Boeing, le principal constructeur de navire du type Pegasus croit que 80 p. cent des ventes se fe-

ront à l'étranger, principalement à des pays membres de l'OTAN.

M. Roy McLeavy, éditeur de "Jane's Book on Surface Skimmers" (aéroglisseurs et hydrofoils), soutient que la demande dépassera la capacité de production.

M. McLeavy signale que ces bateaux ont certains avantages en plus de leur rapidité: petits équipages, bonne tenue même sur une mer agitée, souplesse.

Parmi les acheteurs éventuels de navires du type Pegasus, on signale l'Allemagne et l'Italie. Plusieurs autres pays se montrent intéressés et suivent attentivement les essais en cours.

## Rapidité et souplesse

Un autre type de navire hydrofoile, le "USS Tucumcari" a été utilisé au cours de la guerre du Vietnam et selon un porte-parole de la compagnie Boeing, on l'a jugé fort utile.

C'est principalement à cause de la rapidité et de la souplesse de Pegasus que la Marine veut en faire l'acquisition.

Lorsque l'hydrofoile est immobile, il ressemble à n'importe quel autre navire. Mais dès qu'il se met en mouvement, sa coque s'élève au-dessus de

l'eau et il n'y a bientôt plus que les lames ou ailes qui demeurent dans l'eau. La résistance au mouvement devient ainsi très faible.

Le Pegasus est propulsé par un jet d'eau et peut filer à 50 milles à l'heure, même lorsqu'il y a des vagues de 8 à 12 pieds.

Le bateau a 132 pieds de long et pèse 235 tonnes. Il doit être manoeuvré un peu à la façon d'un avion. Lorsque la coque sort de l'eau, on dit que le bateau "décolle", et lorsqu'elle redescend dans l'eau, on dit qu'il "amerrit".

Selon les pilotes d'essai, le bateau vogue en douceur, sans tangage ni roulis, de telle sorte que les gens qui n'ont pas l'habitude de la mer ne s'y sentiraient aucunement incommodes.

## Usages commerciaux

Ce type de navire pourrait aussi être utilisé à des fins commerciales. La compagnie Boeing en a vendu deux à une compagnie de Hong Kong et trois, pour le transport de touristes entre diverses îles de la région de Hawaii. On prévoit aussi leur usage pour le transport d'équipement vers les plateformes de forage offshore.



Le Tucumcari construit par Boeing.

La construction de tels navires pourrait se révéler fort rentable pour les chantiers maritimes, selon M. McLeavy. Depuis le premier lancement d'un hydrofoile, il y a 21 ans, sur le lac Maggiore, en Suisse, plus de 25 millions de personnes dans 40 différents pays ont fait des excursions dans des bateaux de ce genre.

En 1974, le nombre de commandes a augmenté plus que jamais.

## L'aéroglesseur

D'autre part, l'aéroglesseur (Hovercraft) est de plus en plus utilisé. Ces véhicules qui se déplacent sur un coussin d'air sont en train de devenir partie intégrante de la Marine. Actuellement, les aérogles-

seurs peuvent filer au-dessus des vagues à plus de 20 noeuds; on est à mettre au point de nouveaux modèles qui pourraient filer à 200 noeuds.

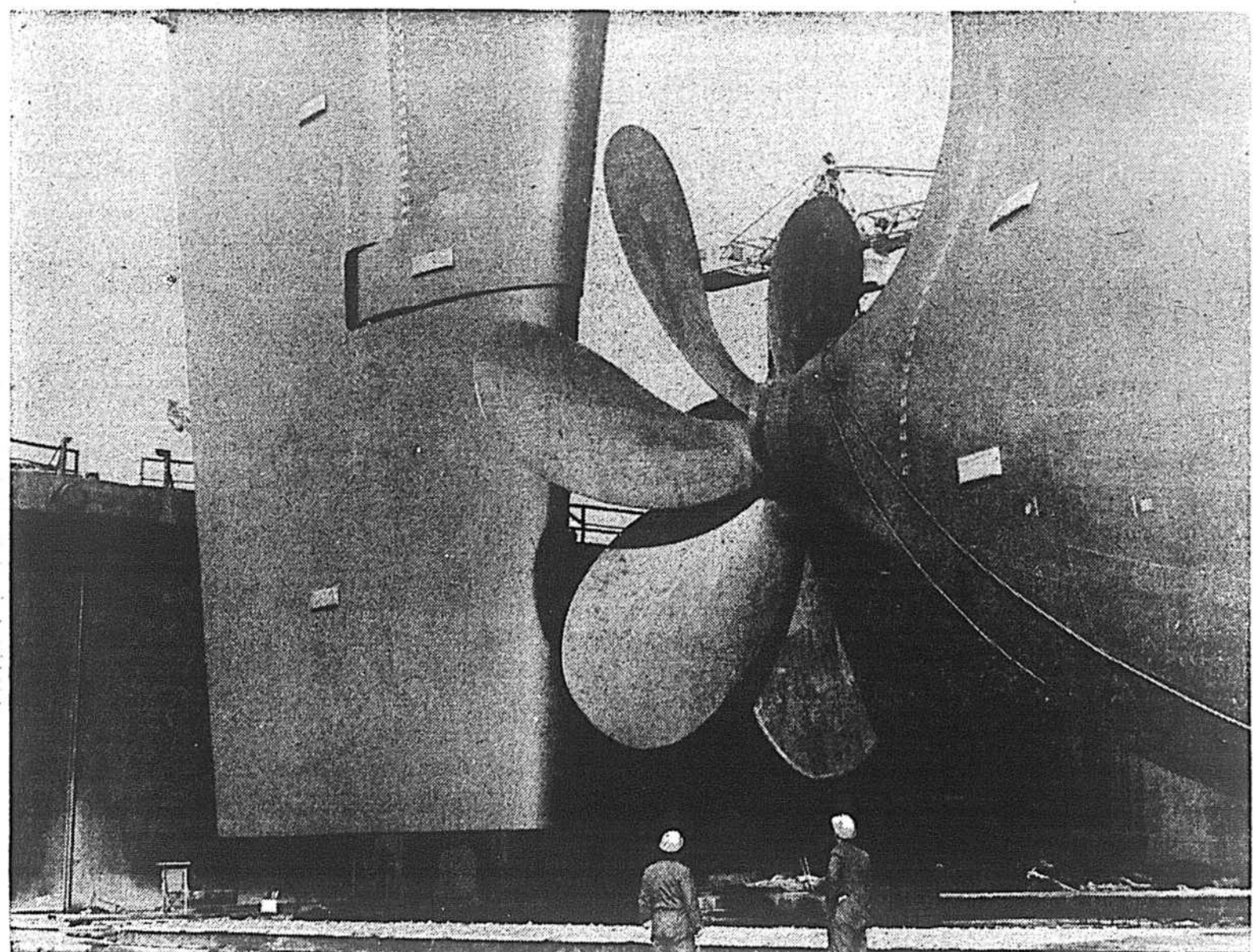
Plusieurs pays, notamment au Moyen-Orient, possèdent des aéroglesseurs. Dans le commerce, on les utilise comme bacs, comme barges, ou pour des missions de se-

cours. On songe à les utiliser pour le forage offshore ou comme auxiliaires aux brise-glace pour des régions arctiques. La compagnie Bell Aerospace a un projet d'aéroglesseur de 150 tonnes pouvant se déplacer à 80 noeuds, destiné aux régions arctiques.

Les aéroglesseurs ne sont pas encore adaptés

pour un usage généralisé par le grand public, mais il y a quelques modèles à deux places disponibles pour des personnes riches. Un manufacturier de la Floride offre un ensemble de pièces pouvant s'adapter à une famille conventionnelle pour en faire un aéroglesseur.

The Christian Science Monitor



## La plus grosse hélice

Cette hélice, la plus grosse jamais fabriquée dans le monde entier, est installée sur le pétrolier "Ioannis Colotronis" qui a récemment été lancé à Bremen, Allemagne de l'Ouest. Composée de six pales, cette hélice pèse 72 tonnes et mesure 31 pieds de diamètre. On projette en fabriquer dix semblables pour des navires-citernes de la catégorie du "Ioannis Colotronis", les plus gros jamais construits en Europe, jaugeant 380.000 tonnes.

photo PC

# Les pétrodollars arabes profitent beaucoup à l'Iran

KARACHI, Pakistan — Les amis arabes du Pakistan, enrichis par le pétrole, et ses voisins, les Iraniens, accordent une aide substantielle à ce pays pauvre d'Asie.

Le Pakistan croit devoir importer cette année pour \$700 millions de pétrole et de denrées alimentaires et a grandement besoin de ces procédés de bon voisinage.

Les rapides secours envoyés en décembre dernier par les pays arabes producteurs de pétrole, l'Arabie Séoudite, la Libye, les Emirats Unis et le Koweït, de même que l'Iran qui ont donné, ensemble, une somme de \$40 millions ne sont que le plus récent exemple de la générosité de ces pays à l'égard de leurs co-religionnaires du Pakistan.

L'Iran avait déjà consenti au Pakistan un prêt de \$500 millions à faible taux d'intérêt, pour la construction d'usines de ciment et d'engrais, de filatures et d'usines de transformation de produits agricoles.

L'Arabie Séoudite a promis un prêt sans intérêt de \$100 millions. De plus ce pays offre au Pakistan de participer à des projets communs, financés par les Séoudiens, comme la construction d'une

usine de montage d'automobiles en Arabie Séoudite.

Les Emirats Arabes Unis ont fourni \$100 millions pour la construction d'une raffinerie de pétrole et d'une usine de fabrication d'engrais, à Multan, au Pakistan. Un pipeline de 560 milles apportera le pétrole brut à ce complexe industriel. On dit que les Emirats Arabes Unis consacrent 15 p.c. du revenu de leur pétrole à l'assistance aux pays en voie de développement.

Une entreprise pakistanaise d'autre part, vient de signer un contrat pour la construction d'une usine de laminage d'acier à Abu Dhabi.

Le Pakistan et la Libye resserrent leurs liens économiques. Les gouvernements des deux pays ont conclu un accord pour le lancement d'une compagnie de navigation, avec du capital libyen et du personnel pakistanaise. Ils doivent également lancer une maison d'édition à Karachi pour publier un ouvrage historique sur l'Islam et les musulmans, en arabe, en anglais et en d'autres langues.

Construction de palais

Des cheiks des émirats du Golfe Persique achètent des

immeubles au Pakistan. Le chef d'Abu Dhabi s'est fait construire deux palais au Pakistan, l'un à Karachi, l'autre, dans le Punjab.

Le Pakistan, d'autre part, constitue la principale source de main-d'œuvre étrangère dans les Emirats du Golfe Persique. Plus d'un millier de médecins pakistanaise exercent leur profession dans divers pays arabes. Les Pakistanaise travaillant à l'étranger envoient dans leur pays des sommes évaluées au total à \$150 millions par année.

## Hausse des exportations

Il y a eu également une augmentation importante des exportations du Pakistan vers les autres pays musulmans. Les exportations vers l'Arabie Séoudite, Abu Dhabi, l'Iraq, l'Iran et l'Indonésie ont doublé au cours des deux dernières années.

Le Pakistan encourage ses amis arabes à investir encore davantage chez lui. Il bénéficiera vraisemblablement des services de la nouvelle Banque de développement islamique qui dispose de \$1 milliard.

□ The Christian Science Monitor



**Décès - remerciement - in memoriam**

**THEBERGE-CAMPEAU (Carmel)** - A Montréal, le 14 février 1975, à l'âge de 54 ans, est décédée Carmel Gendreau, épouse en 1ères nocces de feu Raymond Thérberge et en 2es nocces de Jean Campeau. Elle laisse ses fils Robert, Jean, sa fille Josée, ses sœurs Mme André Côté (Monique), Mme Gilles Brunette (Denise), Mme Hugette Lord. Les funérailles auront lieu mardi le 18 courant. Le convoi funèbre partira de la résidence funéraire

**NECROLOGIE**



Mme Conrad Bélisle

pour se rendre à l'église St-André-Apôtre, où le service sera célébré à 10h et de là au cimetière de Côte-des-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

**VEILLETTE (Cécile)** - A Montréal, le 14 février 1975, à l'âge de 68 ans, est décédée Mme Gérard Veillette, née Cécile Langevin. Elle laisse dans le deuil outre son époux, ses enfants: Jean, Jacques, époux de Gisèle Leclerc, Denis, époux de Nicole Morley, Anita, 5 petits-enfants ainsi que ses frères et sœurs. Les funérailles auront lieu mardi le 18 courant. Le convoi funèbre partira des salons

A Montréal le 15 février 1975 à l'âge de 78 ans est décédée Mme Conrad Bélisle, née Berthe Leblanc. Outre son époux, elle laisse dans le deuil ses enfants: Roland, époux de Marthe Marchand, Donatien, époux de Lucie Mofin, Clément, époux de Lucille Amiot, Thérèse, épouse d'André Lalonde, ses frères et sœurs: Arthur, Yvonne, Florice, Gertrude, Simonne, Roger, ses beaux-frères et belles-sœurs ainsi que plusieurs petits-enfants. Les funérailles auront lieu mardi le 18 courant. Le convoi funèbre partira des salons Alfred Dallaire Inc. et A. Bazinet, 1922 boul. Rosemont, 10h55 pour se rendre à l'église St-Jean Berchmans, où le service sera célébré à 11h et de là au cimetière de Côte-des-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

Alfred Dallaire Inc., 5805, rue Bojéau, angle Lacordaire, à 9h45, pour se rendre à l'église Notre-Dame-des-Victoires, où le service sera célébré à 10h, et de là au cimetière de l'Est, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

Alfred Dallaire Inc., 5805, rue Bojéau, angle Lacordaire, à 9h45, pour se rendre à l'église Notre-Dame-des-Victoires, où le service sera célébré à 10h, et de là au cimetière de l'Est, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

**avis légaux appels d'offres soumissions**

Travaux publics Canada / Public Works Canada

**RÉGION DU QUÉBEC (MONTREAL) APPEL D'OFFRES No 75-33P**

DES SOUMISSIONS CACHETÉES, adressées à l'Administrateur régional des Services financiers et administratifs, Ministère des Travaux publics du Canada, 625, avenue du Président-Kennedy, (5e étage), Montréal (Québec) H3A 1K3, et portant la mention: SOUMISSION POUR

**MONTREAL (QUEBEC) TERMINUS POSTAL - 715, RUE PEEL RELOCALISATION DE L'UNITÉ D'AIR COMPRIME** seront reçues jusqu'à 15h00 (heure de Montréal) LE 5 MARS 1975

Les intéressés peuvent prendre connaissance des devis et autres documents de soumission ou se les procurer au Ministère des Travaux publics du Canada, Bureau des Soumissions (283-6553, 6554 et 6656), 625, avenue du Président-Kennedy, (5e étage), Montréal (Québec) H3A 1K3 et peuvent les CONSULTER SEULEMENT à (aux) l'endroit(s) suivant(s): à l'Association de la Construction, 4970, Place de la Savane, Suite 200, Montréal (Québec) H4P 1Z6.

Il ne sera tenu compte que des soumissions qui seront présentées sur les formulaires imprimés fournis par le Ministère et faites en conformité des conditions qui y sont stipulées.

Le Ministère n'acceptera nécessairement ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

D.B. Norwood Administrateur régional des Services financiers et administratifs

Montréal (Québec)

Province de Québec Cité de LaSalle

**AVIS PUBLIC**

AVIS PUBLIC est par les présentes donné par les soussignés, Gerald Raymond, Maire, et Jacqueline Giguère-Boyer, Greffier, que le Conseil de cette Cité, à son assemblée régulière tenue le 11 février 1975 à 8:00 heures p.m., au bureau du Conseil municipal, situé au numéro 13 avenue Strathyr dans LaSalle, suivant les dispositions de la charte de la Cité, a passé et adopté un règlement portant le numéro 1478 et intitulé:

**RÈGLEMENT IMPOSANT À TOUS CENTRES HOSPITALIERS UNE TAXE ANNUELLE DE \$35.00 PAR LIT, POUR L'ANNÉE 1975.**

et qu'il peut être pris connaissance et communication dudit règlement au bureau du susdit greffier. DONNÉ À LASALLE, ce 12e jour de février 1975.

Gerald Raymond, Maire / Jacqueline Giguère-Boyer, greffier

Province de Québec Cité de LaSalle

**AVIS PUBLIC**

AVIS PUBLIC est par les présentes donné par les soussignés, Gerald Raymond, Maire, et Jacqueline Giguère-Boyer, Greffier, que le Conseil de cette Cité, à son assemblée régulière tenue le 11 février 1975 à 8:00 heures p.m., au bureau du Conseil municipal, situé au numéro 13 avenue Strathyr dans LaSalle, suivant les dispositions de la charte de la Cité, a passé et adopté un règlement portant le numéro 1477 et intitulé:

**RÈGLEMENT ASSUJETTISANT CERTAINS IMMEUBLES NON IMPOSABLES AU PAIEMENT D'UNE COMPENSATION POUR L'ANNÉE 1975.**

et qu'il peut être pris connaissance et communication dudit règlement au bureau du susdit greffier. DONNÉ À LASALLE, ce 12e jour de février 1975.

Gerald Raymond, Maire / Jacqueline Giguère-Boyer, greffier

**OPTOMÉTRISTES • OPTICIENS**  
**J. HENRY RICHARDSON, Jr., O.D.**  
**JACQUES BENOIT, O.D.**  
 900, SHERBROOKE OUEST (CH) 849-1274  
 OUVERT DU LUNDI AU MERCREDI DE 9 A.M. à 5:30 P.M.  
 JEUDI - VENDREDI de 9 A.M. à 5 P.M. - SAMEDI: FERME

**Simpsons**

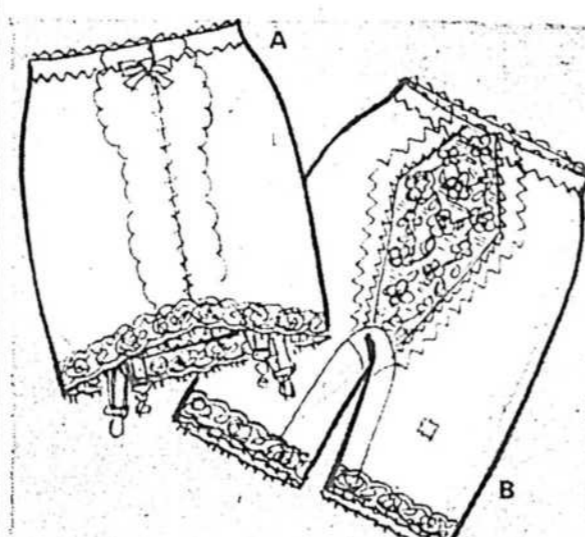
**Pour elle et lui... Bagues en or 10 Kt.**

Vous serez émerveillés devant notre magnifique sélection de bagues en or 10Kt. que Simpsons vous offre à des prix irrésistibles!... Vous y trouverez des modèles classiques, fantaisie ou avec pierre de naissance!... En voici quelques-unes pour vous donner un avant-goût de cette superbe collection!...

**Prix Simpsons**

- A. Pour dames! Bague or 10 kt avec monture de fantaisie garnie d'une pierre de naissance **5200**
- B. Pour dames! Bague or 10 kt avec monture entrelacée ornée d'une pierre synthétique **3866**
- C. Pour dames! Jolie bague or 10 kt. garnie de motifs de feuilles **4866**
- D. Bague en or poli 10 kt. représentant 2 coeurs entrelacés **3600**
- E. Pour fillettes et garçons! Bague en or 10 kt. avec monture moderne garnie d'une pierre synthétique **3500**
- F. Pour hommes! Chevalière en or 10 kt. avec monture moderne ornée d'une pierre synthétique **6800**

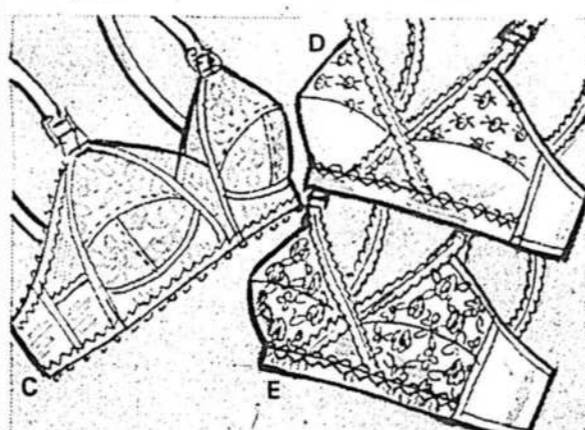
Rayon 703 au rez-de-chaussée. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.  
**Pour achat en personne seulement.**



**Dessous féminins en doux tricot "Antron III"**

A. Gaine très confortable en tricot "Antron III", avec garniture de dentelle. 4 jarretelles. Longueur 14". Blanc. M., G., TG. **Prix Simpsons 4.99**

B. Pour un maintien impeccable! Culotte-gaine en tricot "Antron III" avec panneau devant garni de dentelle. 4 jarretelles amovibles. Blanc. Longueur 15". M., G., TG. **5.99**

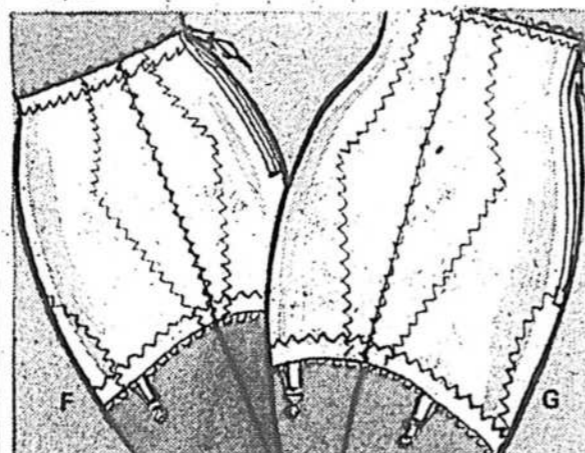


**Soutiens-gorge courts pour un galbe parfait**

C. Modèle très flatteur en coton avec dos et cotés en tissu batiste élastique pour merveilleux confort!... Blanc. Bonnets B 34, 36, 38; C 36, 38, 40. **Prix Simpsons 1.99**

D. Séduisant modèle en doux coton avec délicates garnitures de broderie. Bretelles extensibles. Blanc. A 34, 36; B 34 à 38, C 34 à 40. **1.99**

E. Joli modèle à devant entrecroisé avec bonnets légèrement coussinés et bretelles extensibles. Blanc. Bonnets A 34, 36; B 34, 36, 38. **2.49**



**Gaines de maintien légèrement imparfaites**

**Prix Simpsons 6.99**

Vous voulez amincir votre silhouette!... Simpsons vous suggère ces gaines à prix modiques, faites par un manufacturier réputé! Leurs minimes imperfections n'altèrent en rien, leur belle apparence et leur longue durée!

F. Modèle pour un maintien ferme de l'abdomen et des hanches. Glissière latérale. Blanc. Tailles 30, 36 et 38. *Si parfaite \$15*

G. Gaine à taille haute (2-3" au-dessus de taille. Glissière latérale. Blanc. Tailles 26, 28, 32, 34, 36, 38 et 42. *Si parfaite \$15 et \$17*

Pour un ajustement parfait, achat en personne seulement  
 Rayon 784 au sous-sol. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.



**Détendez-vous en beauté! Jolis peignoirs en éponge**

**Prix Simpsons**

Modèle A **11.99** / Modèle B **16.99** / Modèle C **17.99**

A. Ravissante veste que vous porterez sur la plage!... Modèle enveloppant en tissu éponge 100% coton doux et confortable! 2 poches appliquées devant, ceinture nouée. Choix de blanc ou jaune. Tailles P., M., G. **Prix Simpsons 11.99**

B. Vous serez conquise par ce long peignoir de style caftan en tissu éponge 100% coton. Empiècement devant garni de délicates surpiqures. Blanc, jaune. P., M., G. **Prix Simpsons 16.99**

C. Très séduisant... ce long peignoir enveloppant fait dans un tissu éponge 100% coton! Modèle avec ceinture nouée. Imprimé floral dans les tons de jaune, bleu ou rose. Tailles P., M., G. **Prix Simpsons 17.99**

Rayon 741 au quatrième. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.

**Chics chemisier et pantalon**

**Prix Simpsons**

A Chemisier **7.99** / B Pantalon **6.99**

Confortable, élégant et pratique!... Voilà ce qui caractérise ce mignon ensemble sport! Confortable... puisqu'il est fait dans un tricot 100% polyester rebelle aux faux plis!... Pratique... car il se lave à la machine!... Éléphant... grâce aux coloris les plus en vogue pour le printemps!

A. Chemisier à manches courtes avec col cranté. Motifs fantaisie dans les tons de marine/rouge ou tan/vert. **7.99**

B. Pantalon de belle coupe avec taille élastique et jambes évasées. Tons unis en marine, brun, beige ou bleu poudre. Tailles 10 à 20. **6.99**

Rayon 781 au sous-sol. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval.

**COMPOSEZ 842-7221 JOUR ET NUIT...**  
 Achetez par téléphone 24 heures par jour... 7 jours par semaine...